

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 10 FEVRIER 2016**

FN/RT

**OBJET : N° 5.2.3 – TECHNIQUE – SEBA ASSAINISSEMENT –
SYSTEME ASSAINISSEMENT SECTEUR RUOMS –
DEVOLUTION TRAVAUX PARTIE RESEAUX –**

L'an deux mille seize, le dix du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etait absent excusé :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

**OBJET : N° 5.2.3 – TECHNIQUE – SEBA ASSAINISSEMENT –
SYSTEME ASSAINISSEMENT SECTEUR RUOMS –
DEVOLUTION TRAVAUX PARTIE RESEAUX –**

Envoyé en préfecture le 17/02/2016

Reçu en préfecture le 17/02/2016

Affiché le



ID : 007-250700267-20160210-2016BS020006-DE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Par délibération du 4 février 2014, le bureau syndical a fait le point sur l'avancement de l'opération « SYSTEME ASSAINISSEMENT SECTEUR RUOMS » et a décidé du mode de dévolution des marchés de travaux.

A ce jour, les travaux de :

- extension de la station d'épuration de RUOMS ont été attribués au groupement SAUR/RIVASI et sont en cours ;
- réhabilitation des réseaux d'eaux usées sur le territoire de RUOMS, PRADONS et CHAUZON ont été attribués à l'entreprise EUROVIA, les travaux sont réceptionnés ;
- extension du réseau public d'assainissement sur le territoire de RUOMS quartier « la Chapoulière » vont faire l'objet d'une consultation via une procédure d'appel d'offres ouvert selon les modalités prévues par les articles 160 et 161 du Code des marchés publics. Les critères de jugements des offres fixés dans la délibération du 4.02.2014 sont : le prix, pondéré à 60 %, et la valeur technique, pondérée à 40 % ;
- raccordement de la commune de LABEAUME au système d'assainissement des eaux usées de la commune de RUOMS vont faire l'objet d'une consultation via une procédure d'appel d'offres ouvert selon les modalités prévues par les articles 160 et 161 du Code des marchés publics. Les critères de jugements des offres fixés dans la délibération du 4.02.2014 sont : le prix, pondéré à 60 %, et la valeur technique, pondérée à 40 %.

Par délibération du 4 juin 2013, le Bureau Syndical s'est engagé à respecter la charte qualité nationale des réseaux d'assainissement pour permettre de répondre aux exigences de l'Agence de l'eau. La charte stipule en particulier que « la valeur technique soit le critère prépondérant d'attribution ». Il est proposé de modifier les critères de jugements présentés ci-dessus, de la manière suivante :

- Extension du réseau public d'assainissement des eaux usées sur le territoire de la commune de RUOMS – Quartier la Chapoulière : les critères de jugements des offres seront pondérés à 40 % pour le prix et 60 % pour la valeur technique.
- Raccordement de la commune de LABEAUME au système d'assainissement des eaux usées de la commune de RUOMS : les critères de jugements des offres seront pondérés à 40 % pour le prix et à 60 % pour la valeur technique.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL